



**Avis n° 2025-A-20 de la Commission d'accès aux documents**

**Demande d'avis de Madame ...**

Présents : Anick Wolff (Présidente)  
Nicolina Campagna, Louis Oberhag (Membres)  
Minh-Xuan Nguyen, Nathalie Wangen (Membres suppléants)  
Jessica Ribeiro (Secrétaire)

En date du 30 novembre 2025, Madame ... a saisi la Commission d'accès aux documents (la « CAD ») pour avis en application de l'article 10 de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte (la « Loi »). Cette saisine fait suite à une demande de communication datée du 27 octobre 2025 au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (le « Ministère ») qui a fait l'objet d'un refus en date du 27 novembre 2025. La demande de communication portait sur tout document administratif officiel du ministère attestant de toute modification du régime linguistique, des programmes ou des méthodes d'enseignement de l'école Maria Montessori au cours des cinq dernières années ainsi que tout document confirmant le régime linguistique actuellement enregistré pour l'année scolaire en cours.

Sur demande de la CAD, le Ministère a transmis par voie électronique, en date du 2 décembre 2025, une prise de position comportant ses motifs de refus.

La CAD a examiné le dossier lors de sa réunion du 10 décembre 2025.

Le Ministère maintient, conformément à sa décision du 27 novembre 2025, qu'il ne détient pas les documents sollicités.

Selon les explications du Ministère, les écoles privées n'appliquant pas les programmes officiels, le Ministère n'interviendrait pas dans l'élaboration de leurs contenus pédagogiques et il ne disposerait par conséquent d'aucun document relatif à leurs éventuelles évolutions. De même, les informations relatives aux langues enseignées dans les écoles privées ne feraient pas l'objet d'un suivi ou d'un encadrement documentaire particulier par le Ministère dès lors qu'elles ne soulèvent aucune problématique susceptible d'affecter le bien-être de l'enfant.

En l'absence d'éléments permettant d'établir leur détention effective par le Ministère, et au vu des déclarations de ce dernier, la Commission estime que la demande de communication se trouve hors du champ d'application de la Loi tel que défini en son article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>.

Avis adopté à l'unanimité le 15 décembre 2025.